

Quel avenir pour le partenariat entre la France et la Chine ?

Valérie Niquet, directrice du Centre Asie de l'Institut français des relations internationales, analyse quelle pourrait être la portée de cette visite.

Comment appréciez-vous le contexte de la visite de Nicolas Sarkozy ?

Valérie Niquet. Avant cette première prise de contact, on pouvait noter à Pékin des interrogations sinon de l'inquiétude quant au futur des relations franco-chinoises dans la mesure où Nicolas Sarkozy avait énormément insisté, lors de sa campagne, sur l'idée de rupture. Les dirigeants chinois s'inquiètent d'un certain nombre de choses, notamment du rapprochement de Paris, assez visible, avec les États-Unis. Le fait que Nicolas Sarkozy ait mentionné, lors de son discours au Congrès, les valeurs communes avec Washington a interpellé Pékin. D'autres éléments entrent en ligne de compte dans cette inquiétude : le durcissement de la position française face à l'Iran, la visite à Moscou qui ne s'est pas très bien passée, avec l'insistance sur la question tchétchène et les droits de l'homme. D'un autre côté, la Chine compte sur le « pragmatisme » du président français et sur le poids des intérêts économiques dont l'attente de signature de très gros contrats. Ce qui peut jouer en faveur de la continuité.

Peut-on parler autant d'un infléchissement du partenariat stratégique global ?

Valérie Niquet. S'il n'y a pas de réponse aux attentes dans le domaine économique, la déception pourrait déboucher sur une attitude moins favorable à la Chine en ce qui concerne le fameux partenariat stratégique. Exemple : la France souhaite depuis longtemps que la question de la coopération en Afrique en matière de codéveloppement fasse partie du dialogue stratégique. Mais Pékin est réticent. Ce sujet de divergence pourrait être pointé.

Si le président Sarkozy a réservé à la Chine sa première visite d'État en Asie, signe de la reconnaissance du poids du pays, d'autres destinations asiatiques sont prévues l'année prochaine comme l'Inde et certainement le Japon, qui est demandeur, donc il sera aussi sur d'autres discours.

On est donc encore dans l'enjeu économique ?

Valérie Niquet. Pour le moment, il ne semble pas sur une position de radicalisation face à la Chine, il n'est pas sur la même ligne qu'Angela Merkel. Mais à l'inverse de Jacques Chirac, son successeur ne paraît pas intéressé à mettre en avant dans l'absolu des relations particulières ou spécifiques avec la Chine. Il se situe sur un terrain extrêmement réaliste et il adaptera sa politique chinoise à



Salon de l'aviation, à Zhuhai. Parmi les contrats, la possible vente d'avions par Airbus, qui table sur une commande « potentiellement considérable ».

l'aune de ce que ça lui rapportera en termes d'accès au marché chinois et dans la signature des grands contrats. S'il n'obtient pas ce qu'il espère, il n'hésitera pas à manier plus brutalement d'autres questions, comme celles des droits de l'homme ou une vigilance accrue de la position chinoise sur la scène internationale. Je pense qu'on va se trouver dans

Les dirigeants chinois s'inquiètent entre autres du rapprochement de Paris avec les États-Unis.

une rupture qui se base sur le fait que les nouvelles relations franco-chinoises seront plus fondées sur un rapport de forces que sur l'acceptation a priori d'une relation spécifique particulière et ancienne entre la Chine et la France.

On tient quasiment pour acquis la signature du contrat portant sur deux réacteurs nucléaires. Il en est question depuis plusieurs années. Pourquoi un tel retard ?

Valérie Niquet. Sur la question des grands contrats et dans tous les domaines et a fortiori le nucléaire, la Chine ne souhaite pas être dépendante d'un seul fournisseur. C'est une des raisons pour lesquelles elle a offert la plus grosse tranche ouverte l'an passé aux intérêts américains. C'était un moyen pour Pékin de faire plaisir aux Américains alors qu'il y a des tensions très fortes sur les déficits et de faire entrer dans le jeu de nouveaux partenaires, donc d'élargir sa marge de manœuvre de négociations, sur

les prix, sur les transferts de technologie... Pékin ne veut pas être pris dans un face-à-face avec un seul fournisseur qui dominerait l'ensemble du marché du nucléaire. Il y a deux semaines, le premier ministre, Wen Jiabao, est allé à Moscou et il a de nouveau signé un accord pour la fourniture de deux autres réacteurs, et la France devrait être le troisième partenaire. La question est de savoir si la Chine peut procéder à des rééquilibrages en termes de commerce extérieur, c'est-à-dire développer son propre marché en réduisant les déficits. Ce n'est pas certain, c'est un problème structurel qui touche à la nature même de la croissance chinoise, dépendante des exportations.

Jacques Chirac s'était déclaré, à plusieurs reprises et sans restriction, pour la levée de l'embargo sur les armes, décrété en 1989. Qu'en est-il de la position de l'Élysée aujourd'hui ?

Valérie Niquet. La France, sur le principe, se déclare favorable à la levée de l'embargo qui n'a pas vraiment, dit-elle, de raison d'être après dix-huit ans. C'est une position qui ne l'engage pas énormément car la règle européenne reste pour le moment celle de l'unanimité et il y a des oppositions au sein de l'UE. Le test sera plus probant quand la France en assurera la présidence (à partir de juillet prochain - NDLR). Un grand sommet UE-Chine doit se tenir, et Pékin attend que Paris s'efforce au maximum d'obtenir la fin de l'embargo et que le président Sarkozy joue son rôle de proche des États-Unis sur cette question.

Entretien réalisé par Dominique Bari